Le début des affaires publiques à la télévision québécoise 1952-1957

Gérard Laurence

Volume 36, numéro 2, septembre 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304048ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304048ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Laurence, G. (1982). Le début des affaires publiques à la télévision québécoise 1952-1957. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 36(2), 213-239.
<https://doi.org/10.7202/304048ar>

LE DÉBUT DES AFFAIRES PUBLIQUES À LA TÉLÉVISION QUÉBÉCOISE 1952-1957

GÉRARD LAURENCE

Département Communication et Information

Université Laval

Les années 1950 constituent, à bien des égards, une période particulière pour le Québec. C'est d'abord une époque de bouillonnement et de fermentation qui va aboutir aux transformations de la décennie 1960. C'est simultanément la naissance de la télévision au Canada et sa rapide expansion dans la Province (en 1957, 76% des foyers québécois possèdent la télévision). On a toujours attribué un certain rôle au nouveau média dans le déclenchement de la Révolution tranquille, mais sans pousser plus loin l'analyse. Il n'est plus possible, aujourd'hui, de faire abstraction du phénomène de la télévision dans l'histoire récente du Québec ou de se contenter d'affirmations élémentaires.

Nous nous en tiendrons, ici, aux seules émissions d'affaires publiques¹ au cours des cinq premières années de la télévision. Sans doute ne constituent-elles qu'une part minime de l'ensemble des programmes offerts (moins de 5%); mais de par leur nature et leur fonction, soit d'explication et de formulation des questions d'actualité et des phénomènes de société, elles revêtent, dans le spectre des émissions diffusées au petit écran, une importance toute particulière.

Il convient, dans un premier temps, même si le sujet ressort plutôt de l'histoire spécialisée du média, de présenter les séries d'affaires publiques: processus de mise en place, organisation du service, moyens accordés, formules adoptées. Ainsi pourra-t-on mieux mettre en perspective l'analyse des contenus eux-mêmes dont nous tenterons d'évaluer l'impact durant cette période.

I. LES PREMIERS PROGRAMMES D'AFFAIRES PUBLIQUES

En comparaison avec la situation actuelle à Télé-Métropole ou Radio-Canada, on accorde alors, dans les grilles de programmes du réseau français d'État, une place importante aux émissions

¹ Nous entendons ici, «émissions d'affaires publiques» dans un sens plus restrictif que celui utilisé aujourd'hui. Nous limitons notre étude à sa veine la plus pure, c'est-à-dire aux programmes qui visent à faciliter la compréhension des événements ou ceux qui visent à favoriser la discussion sur les questions intéressant l'actualité ou, plus largement, les grands problèmes de notre collectivité.

d'affaires publiques. De 1952 à 1957, cette catégorie de programmes atteint une moyenne globale de 5% du volume total de diffusion. Cela représente, selon les années, deux à trois émissions hebdomadaires de trente minutes chacune, en plus d'une émission quotidienne d'une demi-heure. C'est là, toutes proportions gardées, un rythme plus proche de celui de Radio-Québec d'aujourd'hui.

1. La mise en place des séries

Cependant le démarrage est lent. Durant les trois premières années, la télévision de Radio-Canada diffuse entre une heure et une heure quarante-cinq minutes d'émissions d'affaires publiques par semaine (un peu plus de 4% du temps d'antenne total). Ce type de programmes est alors composé de deux catégories distinctes: les films d'actualité, achetés à l'étranger, et les émissions produites par CBFT-Montréal. Les films d'actualité, constitués, semble-t-il, des pellicules du genre que l'on voit à cette époque dans les salles de cinéma avant l'entracte, sont peu coûteux. Ils font écho, en images, aux événements lointains qui se déroulent sur la planète. On aura *March of Time*, en 1952-1953, la première émission d'affaires publiques diffusée à CBFT; l'année suivante, *Reportage*²; et, en 1954-1955, *L'actualité*, qui s'installe pour de nombreuses années, le dimanche en début de soirée. L'autre volet est constitué par les «émissions-maison». Le premier programme d'affaires publiques produit à la télévision de Radio-Canada est *Conférence de presse* (première émission: 12 février 1953); le 20 octobre 1954, un nouveau programme est mis à l'horaire durant la saison d'automne-hiver: *Les idées en marche*, relayé, l'été, par *Le fond de votre pensée*³.

L'actualité, *Conférence de presse* et *Les idées en marche* constituent le noyau dur des émissions d'affaires publiques qui demeurent en place de nombreuses années. Il s'enrichit, après 1955, de deux pièces nouvelles essentielles. On entre alors dans une seconde période durant laquelle la part des affaires publiques augmente très sensiblement, tandis que sont introduites de nouvelles formules. Aux trois programmes hebdomadaires déjà en place vient se greffer un magazine quotidien de reportages et d'interviews, *Carrefour* (première émission: 7 novembre 1955). À côté des formules statiques de *Conférence de presse* ou des *Idées en marche*, c'est là

² Nous n'avons pu recueillir que de très fragiles informations sur cette série; elles nous suffisent, cependant pour classer *Reportage* dans cette catégorie des films importés.

³ Diffusé du 6 juin au 31 octobre 1955, le lundi à 19h45, réalisé par Gérard Chapdelaine et animé par Gérard Pelletier. Pendant quinze minutes, chaque semaine, un journaliste, un chroniqueur radiophonique, un conférencier ou un écrivain, est invité à venir développer une idée marquante exprimée les jours précédents.

une innovation remarquable. On s'intéresse désormais à l'actualité toute chaude de la Province, on présente des images d'ici et on suscite l'expression d'une foule d'individus. Le rythme quotidien de l'émission représente un effort remarquable pour la jeune télévision québécoise. Avec *Carrefour*, Radio-Canada inaugure la formule du bloc des 45 minutes d'information en début de soirée: *Carrefour* succède au téléjournal comme, plus tard, *Format 30*, *Actualité 24* et, aujourd'hui, *Ce soir*. C'est la périodicité quotidienne de *Carrefour* qui explique l'augmentation sensible de la part consacrée à cette catégorie de programmes: on passe de 1 heure 30 minutes/semaine (automne-hiver 1954-1955) à 4 heures 15 minutes/semaine (automne-hiver 1955-1956). L'année 1956-1957 marque un nouveau progrès: le champ d'intérêt des affaires publiques s'étend aux questions étrangères et internationales avec *Point de mire* (première émission: 28 octobre 1956). La part des émissions d'affaires publiques atteint alors près de 4 heures 30 minutes par semaine.

Malgré un net fléchissement durant l'été, les moyennes de cette catégorie de programmes représentent, annuellement, près de 6% du temps d'antenne de 1955 à 1957. Ce sont là des proportions non négligeables. Pourtant, aucun programme ne dépasse, à cette époque, le format de 30 minutes, ce qui indique un rythme hebdomadaire d'apparition très soutenu.

2. Des moyens modestes

L'effort est d'autant plus remarquable que le service des affaires publiques est en période d'organisation, que les effectifs sont réduits et que les moyens consentis sont modestes.

En réalité, il n'existe pas, à strictement parler, de service d'affaires publiques. Ce secteur de production relève du service des reportages et du service des causeries. Selon les fragiles informations dont nous disposons, ce sont alors deux services communs à la radio et à la télévision. Dans ce domaine, le nouveau média ne semble pas avoir d'équipes spécifiques au début.

Le service des reportages-radio est alors tout récent. Créé en 1953, il débouche, l'année suivante, sur un service conjoint radio-télé. Il ne semble pas que ce service ait tout de suite la responsabilité d'une quelconque série télévisée. Sa fonction première consiste d'abord à réaliser les reportages spéciaux et à recueillir interviews et images à l'extérieur pour alimenter divers programmes d'affaires publiques, tels *Carrefour* et peut-être les téléjournaux. Trois titulaires se succèdent à la tête du service durant cette demi-décennie: d'abord René Lévesque, relayé en mai 1956 par Lucien

Côté (ancien réalisateur de l'émission radiophonique *La revue de l'actualité*), lui-même remplacé, l'année suivante, par Roland Giguère.

Le service des causeries, autre service commun à la radio et à la télévision durant les premières années, est le véritable ancêtre du service des affaires publiques. Edmond Labelle en est le titulaire en 1955. Ce n'est qu'à la fin de cette demi-décennie qu'est mentionné le «service des émissions éducatives et des affaires publiques». Nous ne saurions affirmer que ce service soit radicalement nouveau ou commun à la radio et à la télévision. Une information d'août 1956 mentionne Raymond David comme directeur de ce service. En octobre 1957 lui succède Marc Thibault⁴.

Nous ne disposons que de renseignements épars sur le nombre de personnes affectées à chacune des émissions d'affaires publiques. Mais un document rédigé par René Lévesque durant l'été 1955, en vue de la mise sur pied du magazine quotidien *Carrefour*, nous donne une idée du personnel demandé pour une telle émission. Il réclame quatre reporters, un caméraman, un opérateur du son, une assistante à la production, une sténo et quelques heures régulières, chaque semaine, avec un monteur⁵. Nous ignorons si toutes ces demandes sont acceptées. Mais il semble que très vite on se trouve débordé. En janvier 1956, le chef-monteur-télé réclame un monteur supplémentaire pour répondre aux exigences de l'émission *Carrefour*. On fait appel à des pigistes, mais il n'apparaît pas que cette solution permette de résoudre tous les problèmes d'effectifs. À la fin de l'année 1956, Gilles Marcotte, organisateur de l'émission, alerte Raymond David:

(...) on nous a permis d'utiliser des agents libres plus de deux fois par semaine chacun, mais je ferai remarquer que cela est essentiellement une solution de fortune. Car ces agents dits libres ne sont pas aussi libres que cela (...). Depuis environ deux semaines, nos réunions du matin se sont très souvent réduites à des dialogues entre le réalisateur et l'organisateur de l'émission (...). Une émission d'une demi-heure par jour ne s'organise pas à la sauvette, avec des bouts de ficelle. L'an dernier, une équipe régulière de quatre animateurs suffisait à peine à la tâche. Cette année on nous force à nous débrouiller avec une équipe régulière de deux animateurs seulement, et une armée d'agents libres que nous avons toutes les difficultés du monde à joindre.⁶

⁴ *La semaine à Radio-Canada* (ancêtre de *Ici Radio-Canada*), 12-18 octobre 1957, 10.

⁵ Juillet-août (?) 1955, dossier «Carrefour», service documentation-dossiers, R.-C., Montréal.

⁶ Mémoire de Gilles Marcotte à Raymond David, 4 décembre 1956, dossier «Carrefour», service documentation-dossiers, R.-C., Montréal.

Bien que se rapportant le plus souvent à la politique étrangère et internationale, *Point de mire* lui-même est assumé par un nombre restreint de personnes. «On était, raconte René Lévesque, une toute petite équipe pour faire une émission de réseau d'une demi-heure, parfois d'une heure (...); nous étions quatre ou cinq pas plus. Nous ne pourrions plus faire cela aujourd'hui.»⁷

Durant ces cinq années, nous relevons un total de sept réalisateurs affectés aux affaires publiques. En réalité, nous n'en comptons jamais plus de trois simultanément. En 1953-1954, Jean-Paul Fugère est seul, assumant la réalisation de *Conférence de presse*; de 1954 à juin 1956, Jacques Landry prend en charge *Conférence de presse* et *Les idées en marche*; à partir de 1955, Gilles Marcotte s'occupe seul de l'émission quotidienne de *Carrefour*. En 1956-1957, ces émissions changent de titulaire (Jean-Maurice Laporte est à *Carrefour*, Jean Pellerin à *Conférence de presse* et à *Idées en marche*), mais le nombre des réalisateurs reste le même, bien que vienne se joindre à eux Claude Sylvestre, responsable du nouveau programme *Point de mire*⁸.

Nous n'avons pas de données sur les sommes allouées aux affaires publiques, mais tous nos témoignages s'accordent à reconnaître que ce secteur de production est alors l'enfant pauvre de la télévision. D'après Fernand Séguin, il y aurait une explication à ce fait:

Le pourcentage total des budgets affectés strictement aux affaires publiques était faible. Mais tout simplement parce que, de par leur nature même, ces émissions n'étaient pas des émissions à grand déploiement.

Pour faire des programmes d'affaires publiques d'une demi-heure, il suffisait de réunir autour d'une table: Gérard Pelletier, Jacques Hébert, P.-E. Trudeau, Gérard Filion, avec quatre chaises, des cendriers et des verres d'eau, avec un rideau — qui d'ailleurs y était déjà — comme décor. Et c'était fait.⁹

3. *Les formules: un désengagement laborieux des influences radiophoniques*

Il est vrai que les formules, dans l'ensemble, n'exigent pas de sommes importantes. Les affaires publiques, à la télévision, naissent dans l'orbite de la radio: le nouveau média hérite de ses normes, codes et règles, il accueille quelques-uns de ses réalisateurs et

⁷ Entrevue avec René Lévesque, juillet 1975, Montréal.

⁸ Il faut ajouter à cette liste Gérard Chapdelaine chargé, durant l'été 1955, de la série *Le fond de votre pensée*.

⁹ Entrevue avec Fernand Séguin, août 1975, Montréal.

nombre de ses journalistes. Il est donc peu surprenant qu'il ne trouve pas tout de suite un langage spécifique et qu'il prenne du temps à se dégager des influences radiophoniques. Les programmes d'affaires publiques produits par CBFT se limitent à deux formules essentielles: les forums, qui occupent près de 35% de cette catégorie d'émissions, et les magazines, qui représentent un peu plus de 40%¹⁰.

Le type même de la formule «forum» est *Conférence de presse* (12 février 1953 — 30 mai 1966). Le programme est très nettement inspiré d'une émission américaine, *Meet the Press*, créée en 1947 aux États-Unis et déjà transposée à la radio (réseau Trans-Canada). C'est là la première véritable émission d'affaires publiques à la télévision québécoise. Gérard Pelletier, dans sa chronique du *Devoir*, salue cette innovation: «Ce n'est pas seulement un nouveau programme, mais aussi un nouveau genre qu'aborde notre télévision.»¹¹ Une personnalité de la scène politique, universitaire, artistique, des affaires ou de tout autre milieu, est invitée à venir répondre aux questions de trois journalistes choisis pour leur compétence sur le sujet traité. Un thème sert d'assise à l'échange. C'est donc la formule de la conférence de presse classique, mais à cette différence près que les questions qui sont posées doivent être soumises plusieurs jours à l'avance et que l'invité reste libre de les rejeter. Crainte de l'improvisation, si fréquente à l'époque? Quoi qu'il en soit, une telle procédure vient alors enlever tout mordant à l'émission et la vide de sa signification. Gérard Pelletier y voit cependant un avantage: c'est là une garantie de qualité, car l'invité peut ainsi y apporter un minimum de préparation! Rarement les journalistes prennent la liberté de sortir des questions préparées. Et, lorsque le 22 mars 1957, au cours d'une émission sur le plan Dozois, Pierre-Elliott Trudeau «surprend» Lucien Croteau, la chose n'est pas prise par le chroniqueur de *La Patrie*, Paul Coucke: «Et chose qui ne s'est jamais faite et qui, selon nous, manque d'élégance, M. Trudeau est allé chercher un ancien écrit de M. Croteau dans le but évident de le mettre en contradiction avec lui-même. Ce n'est pas cela, M. Trudeau, une conférence de presse.»¹²

Trois réalisateurs assument successivement la responsabilité de l'émission: Jean-Paul Fugère la lance, Jacques Landry en prend

¹⁰ Ces chiffres représentent les pourcentages de temps d'antenne. Le magazine *Carrefour*, du fait de son rythme quotidien, pèse donc d'un poids très lourd. Mais, si nous comptons, tout au long de ces cinq années, le nombre des séries attachées à chacune des formules, nous observons une suprématie marquée des forums avec un total de 9, suivis des films d'actualité avec 5, puis des magazines avec 3.

¹¹ *Le Devoir*, 23 février 1953, 4.

¹² *La Patrie*, 31 mars 1957.

la succession vers la fin de 1954 jusqu'à juin 1956, date à laquelle Jean Pellerin le relaie. L'animation est assurée par Judith Jasmin de 1953 à 1955; du début de 1956 jusqu'à la fin de la même année, par René Lévesque, auquel succède Gérard Arthur.

Le choix des thèmes subit, au cours de ces quatre premières années, quelques modifications. Au début, les invités proviennent d'associations diverses, lesquelles ne constituent pas toujours des mouvements engagés dans l'actualité immédiate. Ottawa demande alors à Montréal de serrer l'événement de plus près. En août 1954, un nouveau rappel à l'ordre de Marcel Ouimet, directeur adjoint des programmes à Ottawa, parvient à CBFT, avec une demande à peine voilée de traiter des affaires fédérales et de privilégier moins systématiquement les affaires provinciales¹³. Pourtant, les contenus de cette série intéressent surtout la province de Québec, peu l'ensemble du pays et plus rarement la scène internationale. Le choix des sujets est déterminé, il est vrai, par la disponibilité des invités. Or, il est difficile de trouver, pour la scène fédérale, des personnalités francophones ou des hommes politiques anglophones possédant suffisamment le français. Quant aux personnalités étrangères, leurs visites sont peu fréquentes et pas toujours liées à un événement d'actualité. Au total, *Conférence de presse* constitue une formule peu spectaculaire. L'élément visuel est à ce point réduit que l'émission est diffusée simultanément à la radio et à la télévision, puis, à partir de 1956, avec quelques jours de décalage (mais il s'agit toujours de l'émission produite à la télévision). Cette pratique, qui peut aujourd'hui paraître curieuse, vaut aussi pour l'autre grande série d'affaires publiques: *Les idées en marche*.

Les idées en marche (21 octobre 1954 — juin 1960) présente une formule forum assez peu différente de *Conférence de presse*. Quatre participants discutent autour d'une table sous la houlette d'un animateur. La discussion, souvent animée, porte sur un thème à controverse. Les invités sont choisis de façon à présenter un éventail d'opinions très différenciées et tranchées. En outre, l'émission est pendant quelque temps présentée en public, de l'auditorium du collège Saint-Laurent. À la fin du programme, les spectateurs disposent de cinq minutes pour discuter. Enfin, l'émission comporte une amorce visuelle de deux à quatre minutes pouvant être traitée de différentes façons: entrevues, photographies, affiches, coupures de presse, statistiques, etc.

Les sujets sont suggérés par la Société canadienne d'éducation des adultes (S.C.E.A.) qui prépare l'émission conjointement avec Radio-Canada. Le thème est toujours présenté sous forme d'une

¹³ Lettre de Marcel Ouimet au directeur de la production à Montréal, 24 août 1954, dossier «Conférence de presse», vol. I, service documentation-dossiers, R.-C., Montréal.

question («Notre caractère français, avantage ou handicap?», «Le Canada a-t-il avantage à rester dans le Commonwealth?») et s'il n'aborde pas les événements de l'heure, toutes les quatre semaines, un sujet brûlant d'actualité est systématiquement débattu. L'objectif avoué du programme est d'inciter les téléspectateurs à s'intéresser à la chose publique, d'où le souci de traiter de questions liées le plus près possible à la vie des gens et de les formuler de façon un peu provocante. Jacques Landry assume, de 1954 à 1956, la réalisation de cette série. Jean Pellerin lui succède; l'un et l'autre réalisent conjointement *Conférence de presse*. L'animateur attitré est pendant longtemps Gérard Pelletier. Même si les émissions sont plus animées, elles ne sont pas encore très télévisuelles. Lorsque *Les idées en marche*, à la demande de la S.C.E.A., est diffusée au petit écran, l'émission existe déjà à la radio depuis octobre 1948. Elle y demeure d'ailleurs même lorsque CBFT décide de la produire (mais à la radio, elle est diffusée en différé).

Cette pratique de la diffusion conjointe radio-télévision, simultanée ou non, paraît aujourd'hui étonnante. On procède ainsi pour deux raisons. D'une part, tout le travail de préparation et d'organisation, ainsi que les frais de production, sont répartis sur deux programmes. D'autre part, cette diffusion conjointe assure, théoriquement, un maximum d'écoute. Cela ne va cependant pas sans inconvénient: l'émission est plutôt conçue en fonction du petit écran; l'auditeur radiophonique n'y trouve pas son bénéfice: les bruits faits par les participants, s'ils passent bien pour les téléspectateurs qui peuvent en voir l'origine, surprennent et agacent l'auditeur; il est surtout difficile, à la radio, d'identifier les voix des invités, ce qui cause de graves inconvénients pour une formule de ce genre.

À vrai dire, la formule «forum» ne démontre pas réellement l'incapacité qu'a la télévision d'inventer un mode de présentation plus visuel. La «table-ronde» est encore largement utilisée aujourd'hui. Malgré les variantes, le principe reste le même: il consiste à «montrer la personne qui parle et à faire parler la personne que l'on montre». Si cette formule procède, à cette époque, des contraintes du moment ou de la peur du risque, elle peut aussi constituer un mode de présentation caractéristique et donner lieu à des moments intenses. Mais il est vrai qu'il n'existe pas alors, une obsession du «spectacle» et Jacques Landry justifie en 1955 la formule de *Idées en marche*: «(...) C'est là, un type de programme qui n'a pas besoin de recourir à des éléments visuels extérieurs. Le côté «spectacle» est assuré par la manière dont les participants interviennent.»¹⁴

¹⁴ Mémoire de Jacques Landry à Fernand Guérard (directeur des programmes), 13 septembre 1955, dossier «Les idées en marche», vol. «Radio», R.-C., Montréal.

Malgré tout, il existe d'autres formules possibles dans le domaine des affaires publiques. Dès 1955, CBFT aborde sans complexe le genre «magazine» qui marque les débuts d'une information plus télévisuelle. Si son entrée est tardive, elle se fait toutefois en force: *Carrefour* est d'emblée programmée tous les jours (du lundi au vendredi à 18h45). C'est déjà le titre d'une émission quotidienne de reportage diffusée à la radio, mais c'est surtout à une autre série radiophonique qu'est empruntée la formule de ce magazine télévisé. René Lévesque qui a eu l'idée de cette émission, en rédige l'avant-projet et c'est lui qui, en tant que chef du service de reportage, en assume la responsabilité au cours de la première année. La formule «magazine» est ici à son plus pur: chaque soir, outre la rubrique météorologique, de trois à six sujets sont abordés, présentés soit en interview (sur film ou en direct), soit en reportage. Les questions traitées peuvent toucher à l'actualité ou à tout autre problème d'intérêt général. Compte tenu de la formule et des conditions techniques de l'époque, les sujets traitent le plus souvent de la ville de Montréal ou de la région avoisinante; ils sont plus rarement d'envergure provinciale et, exceptionnellement, d'envergure nationale. Le spectre des thèmes est très large: arts et lettres, histoire, journalisme, problèmes politiques et sociaux, éducation, médecine, affaires municipales, questions d'«intérêt humain», etc. Il s'agit d'un magazine d'affaires publiques au sens très large où les questions plus strictement politiques ne prédominent pas. Initialement, il est prévu que les reportages sur film ne reviendront que deux à trois fois par semaine. Dès les débuts il apparaît bien que ce rythme est sensiblement dépassé: durant les premiers mois, on compte 50% de reportages sur film. Cet emballement révèle bien ce nouveau souci d'utiliser, en ce domaine, la spécificité du média. À partir de 1957, chaque lundi, un quart d'heure de *Carrefour* est consacré à l'interview d'une personnalité marquante du Canada français. Chaque invité revient quatre semaines consécutives. Cette nouvelle rubrique, animée par André Laurendeau, s'intitule «les entretiens de Carrefour».

Outre les deux réalisateurs, Gilles Marcotte en 1955-1956, et Jean-Maurice Laporte à partir de 1956-1957, l'émission recrute les principaux éléments du service de reportage: Judith Jasmin, Jean Ducharme, Jacques Languirand, sous la direction de René Lévesque la première année. La saison suivante viennent s'y joindre Francine Montpetit, Raymond Laplante, Wilfrid Lemoine, Carl Dubuc, André Laurendeau, Solange Chaput-Rolland. Judith Jasmin, en congé sans solde, travaille de Paris comme «agent libre». Parfois, Andréanne Lafond et Gérard Pelletier y prêtent leur concours tandis que René Lévesque et Jean Ducharme semblent alors n'y faire que de rares apparitions. Il faut, selon les témoignages de

l'époque, huit heures pour préparer un tel programme. Son succès semble immédiat: en avril-mai 1956-1957, *Carrefour* est regardée par 56% des foyers-télé. Les chroniqueurs saluent unanimement la qualité de l'entreprise: «une sûreté de jugement, une exécution qui pour être rapide n'est point bâclée, une richesse d'informations et souvent de pensée s'adressant bien à l'ensemble des téléspectateurs. Ce mélange de studio et de film, cette succession, jour après jour, de tant de sujets si divers qui importent à notre milieu canadien-français est servie par une équipe enthousiaste», écrit le critique du *Devoir*¹⁵.

La formule du «magazine-radio» transposée à la télévision fait entrer de l'air frais au petit écran. Le nouveau média offre une image de la ville, de la région et de la Province. Il reste à CBFT à élargir ses horizons. Elle le fait avec *Point de mire* (28 octobre 1956 — juin 1959) qui tient plus, en réalité, du dossier que du magazine proprement dit. Chaque dimanche soir, pendant une demi-heure, parfois une heure, René Lévesque analyse l'événement de la semaine. Les modalités peuvent être différentes d'une semaine à l'autre: reportage filmé, interview d'un invité, exposé didactique de l'animateur avec cartes, graphiques, croquis, etc., ou mélanges de tous ces moyens. Beaucoup ont gardé de cette émission le souvenir de René Lévesque avec sa craie et son tableau vert. «J'avais un bon vieux tableau. Sur ce tableau je m'arrangeais, explique-t-il, pour ne mettre qu'un ou deux chiffres, s'il y en avait cinq ou six à expliquer (...). J'ai eu des chicanes: «ça ferait plus beau, plus propre, plus technocratique si on avait des schémas, des graphiques préparés d'avance» (...). Mais c'est sacrément plus efficace si on écrit soi-même. Il y a un impact. Il y a une action, fut-elle toute petite. Le téléspectateur voit apparaître les chiffres au fur et à mesure des explications. Ainsi on le fait participer.»¹⁶ Chaque émission comporte, en effet, cet aspect didactique. René Lévesque présente le sujet, donne les éléments essentiels nécessaires à la compréhension de l'événement, fait un résumé historique, identifie les acteurs, situe les lieux sur une carte géographique. Ensuite, seulement, sont présentés le reportage et l'invité. Tout cela exige de sa part une préparation minutieuse et poussée. Le réalisateur de la série, Claude Sylvestre, explique: «Lévesque était d'une précision et d'une exigence inouïe (...). C'était une émission où le souci du détail était porté à son plus haut point(...). Par exemple, pour situer les îles Quémoy ou Matsu au large de Formose, on pouvait passer une journée à chercher une carte satisfaisante pour les situer avec exactitude par rapport aux côtes chinoises.»¹⁷ Les recherchis-

¹⁵ *Le Devoir*, 18 novembre 1955, 8.

¹⁶ Entrevue avec René Lévesque, juin 1975, Montréal.

¹⁷ Entrevue avec Claude Sylvestre, juillet 1975, Montréal.

tes n'existent pas encore. «Je travaillais ainsi 80 à 90 heures par semaine pour préparer une émission», rappelle René Lévesque. Le sujet de l'émission est arrêté au dernier moment pour coller à l'actualité; c'est le jeudi, le plus souvent, qu'a lieu ce choix. Parfois, deux ou trois sujets sont retenus et leur préparation est menée de front. Le choix définitif se fait le samedi, voire le dimanche. Quand on doit aller tourner un reportage à l'extérieur, il faut le faire entre le lundi et le samedi. Les questions traitées sont, durant cette année 1956-1957, presque toutes d'ordre international. À cet égard, la conjoncture est particulièrement favorable en événements d'importance. Sur les 33 émissions du premier cycle de *Point de mire*, 23 portent sur des problèmes étrangers ou internationaux, 5 s'intéressent à la scène canadienne, 5 concernent la politique provinciale ou municipale (essentiellement celle de Montréal).

Cette série, passée aujourd'hui à la légende, n'est au début, guère favorisée par l'horaire. Diffusée le dimanche soir à 23h15, elle n'est suivie que par un nombre restreint de personnes; pour l'émission du 5 mai 1957 (sujet: «les expériences nucléaires») on ne compte, à l'écoute, que 15% des foyers-télé de la région de Montréal, même si cela représente 57% des récepteurs encore ouverts à cette heure. Des lettres et des pétitions sont envoyées à Radio-Canada pour que *Point de mire* soit diffusée à une heure plus favorable; les autorités répondent alors que le risque est encore trop grand¹⁸.

Déjà remarqué à la radio, connu comme reporter à *Carrefour*, René Lévesque est en fait consacré par *Point de mire*. L'émission est, en effet, un «one-man show Lévesque». Les critiques ne tarissent pas d'éloges envers «ce petit homme vaguement timide, à la voix feutrée»¹⁹. Sur le fond, les mérites de *Point de mire* ont peut-être été gonflés. Marc Thibault raconte que certains de ses amis contestaient l'émission, prétendant que c'était là une opération de simplification élémentaire de l'information politique²⁰. Et son réalisateur, Claude Sylvestre, juge rétrospectivement le programme avec sévérité: «Maintenant on ne pourrait plus faire *Point de mire*. Ce serait probablement trop superficiel (...). C'était sans doute un bon exemple de communication et de vulgarisation. Mais nous profitons du fait que c'était un auditoire captif.»²¹

¹⁸ Réponse de Roger Rolland (directeur régional des programmes) à une pétition d'un groupe de professeurs de Sherbrooke, mai 1957, dossier «Point de Mire», service documentation-dossiers, R.-C., Montréal.

¹⁹ Solange Chaput-Rolland, «Vu de face, vu de dos» in *Points de vue* (avril 1956): 25.

²⁰ «La télévision...ouf!», mardi 13 septembre 1977, 21h30, dans le cadre des émissions du 25^e anniversaire de la télévision de Radio-Canada.

²¹ Entrevue avec Claude Sylvestre, juillet 1975, Montréal.

Quant à la formule, la performance de l'animateur fait illusion. Car il s'agit là surtout d'un exposé didactique. L'illustration, les reportages, les interviews ne font que concrétiser et actualiser ce qui est dit. Somme toute, la formule est encore très statique.

Quoi qu'il en soit, après cinq ans, les affaires publiques présentent déjà, au plan de la performance, un bilan nettement positif. Ses formules portent les traces de l'époque et il est quelque peu injuste de les traiter en esthète. L'impact de ces programmes se situe en effet à un autre niveau. Le jour du cinquième anniversaire, le 6 septembre 1957, faisant le bilan des programmes d'affaires publiques, Gérard Pelletier peut dire:

Des questions qui étaient discutées par un très petit nombre de gens dans des publications qui n'avaient presque pas de tirages, sont devenues, par la télévision, le pain quotidien des discussions d'à peu près tout le monde. On a retrouvé le tempérament discuteur. La télévision a beaucoup aidé.²²

Grâce à la télévision, en effet, et plus particulièrement grâce aux affaires publiques, les grands débats et les grandes questions ne sont plus discutés uniquement dans des groupes restreints, par une élite instruite et plus consciente. Avec le petit écran, un large public y a désormais accès, en prend connaissance, se les approprie. Pour la première fois au Québec, grâce à *Conférence de presse*, *Les idées en marche*, *Carrefour*, *Point de mire*, les grands courants d'idées et les grands débats ont une audience de masse.

II. L'IMPACT DES CONTENUS

Il est bien difficile de mesurer avec précision les effets des programmes de télévision, et à plus forte raison ceux du genre précis d'émission que nous isolons arbitrairement de l'ensemble des messages diffusés au petit écran durant cette demi-décennie. À tout le moins est-il nécessaire de tenter, même grossièrement, étant donnée la pauvreté des sources, une première analyse du contenu des émissions d'affaires publiques programmées entre 1952 et 1957. Nous pourrions alors mieux évaluer, à défaut de leurs effets précis, leur impact global.

1. Les grands débats et les grandes questions

— La spectrographie des questions abordées

Dans le magazine quotidien *Carrefour*, on compte, de novembre 1955 à septembre 1957, entre 1 500 et 2 000 sujets traités. Les questions abordées sont de toute nature: arts et lettres, spectacles,

²² Émission «Revue anniversaire», 6 septembre 1957, CBFT.

médecine, éducation, politique, problèmes sociaux et humains. Il s'agit là, en quelque sorte, des pages-magazine du téléjournal qui le précède directement à l'horaire. L'émission vise à informer les téléspectateurs de toutes les manifestations, expositions, spectacles, phénomènes, problèmes et événements divers de la région montréalaise; mais, plus largement, elle cherche aussi à montrer tous les éléments humains et matériels, pittoresques ou tout simplement intéressants, que l'on peut trouver dans la Province. Même si, profitant de leur passage à Montréal, on sollicite parfois des personnalités étrangères, ce sont surtout des gens de la Province que l'on voit le plus souvent, ceux qui, de près ou de loin, défraient l'actualité. C'est donc là un contenu composite, mouvant, mais qui renvoie aux Québécois l'image de leur Province, de ses caractéristiques, de ses manifestations, de ses productions et de ses richesses. Ce programme montre plus qu'il n'explique, mais, ce faisant, il charrie nombre d'informations et de questions qui, sans être vraiment percutantes et fondamentales, dévoilent à une collectivité divers aspects de sa propre vie et de ses activités. Pour des gens arrachés depuis peu à leur paroisse ou à leur village, noyés dans l'anonymat des villes, cette émission quotidienne, plus que toute autre peut-être, joue un rôle de «reliance» sociale.

Il est plus facile de cerner le contenu des trois principales émissions de cette période: *Conférence de presse*, *Les idées en marche* et *Point de mire*²³.

Conférence de presse et *Les idées en marche* sont, à beaucoup d'égards, semblables. Elles ne s'intéressent que secondairement aux problèmes politiques «stricto sensu», mais s'attachent plutôt à la vie en société et aux problèmes de civilisation. L'horizon géographique de *Conférence de presse* est plus large, celui des *Idées en marche* plutôt limité à la Province. Mais la principale différence entre elles tient à l'actualité des sujets. *Conférence de presse* touche peu aux problèmes de brûlante actualité. Parmi la centaine de titres que nous avons obtenus, ceux-ci indiquent bien le sujet des questions abordées: «la littérature canadienne-française», «la pédiatrie», «l'enlèvement de la neige», «les collèges classiques», «les syndicats ouvriers», «le port de Montréal», «l'impôt», etc. Même si, apparemment, ces sujets portent peu à controverse, les règles de l'émission empêchant d'ailleurs les débats trop vifs, ils permettent pourtant de poser les problèmes et d'en circonscrire les principaux éléments. Et ainsi, sans bruit, sont soulevées des questions de fond sur la littérature québécoise, le syndicalisme, la langue française au Canada, l'éducation, la protection des forêts, la

²³ Nous ne possédons pas la liste exhaustive des sujets traités, nous disposons cependant de la nomenclature de 230 émissions dont les thèmes nous sont connus.

pollution des rivières, le féminisme, les femmes dans la politique etc. Plusieurs de ces questions apparaissent même aujourd'hui d'une grande actualité.

Les idées en marche sont une formule, au contraire, fondée sur la controverse. Les questions sont donc choisies pour la force des divergences d'opinion qu'elles recèlent et toujours libellées d'une façon qui se veut percutante, sous une forme interrogative: «Le Québec, une province comme les autres?», «La Constitution de 1867 est-elle désuète?». Sans coller expressément aux événements de l'heure, ces questions constituent cependant des problèmes alors très actuels. Toutes les quatre semaines cependant on met à l'horaire un fait d'actualité, et la politique forme une bonne partie de la matière de ce programme. *Les idées en marche* apporte donc un élément nouveau dans l'ensemble des émissions d'affaires publiques. Les problèmes ne sont plus seulement exposés mais véritablement débattus, discutés devant un très vaste public. La formule oblige en outre les téléspectateurs à prendre fait et cause pour l'une ou l'autre des opinions qui s'opposent. Ce que René Lévesque fait remarquer en 1957 pour l'ensemble des émissions d'affaires publiques vaut particulièrement pour *Les Idées en marche*:

La faculté critique de notre société, explique-t-il, n'était pas très aiguë(...). Aller voir l'événement risquait de tomber dans le discutable. Quand on se contente de faire une nouvelle on le laisse passer. Mais quand on commence à l'analyser, à aller voir ce qui se passe, à ce moment là on s'inquiétait par ce qu'on disait: «il va y avoir des discussions, du pour et du contre». ²⁴

Point de mire se démarque quelque peu des deux autres programmes, puisque son domaine est surtout celui de la politique étrangère et des affaires internationales. À l'occasion, on peut toucher à des questions canadiennes, parfois provinciales, voire municipales²⁵. Mais le thème est toujours choisi dans l'actualité de la semaine. Les grands problèmes de l'heure, même lointains et complexes, sont là, expliqués et commentés. C'est la première fois, que la télévision québécoise tente de coller à l'actualité, d'une part et d'initier les habitants de la Province aux arcanes de questions politiques jugées difficiles, d'autre part.

²⁴ René Lévesque, interview, Montréal, juin 1975.

²⁵ «Dépôt du rapport Fowler», «Budget fédéral 1957», «La grève du rail CPR», «Les élections fédérales», «La première session de la 27e Législature provinciale», «Le plan Dozois», etc.

— *Les caractères généraux des contenus*

Au-delà des caractères spécifiques de chacune des séries, il convient de dégager les caractéristiques générales des affaires publiques durant cette période.

Les questions provinciales l'emportent nettement. Même si, «*stricto sensu*», elles ne représentent que 14,5% du total, une grande partie de celles classées dans «divers» sont en fait des questions québécoises. C'est donc, globalement, au-delà de 50% des sujets qui sont consacrés à la Province. Les problèmes internationaux et étrangers occupent 21,5% de l'ensemble. Pour une collectivité alors si peu ouverte sur l'extérieur et qui, traditionnellement, se passionne peu pour ce genre de question, ce pourcentage paraît élevé. Mais on peut penser que ce sont là des sujets moins dangereux à traiter que ceux de la Province ou du pays. Il est vrai aussi que cette période est particulièrement fertile en événements d'importance: crise de Suez, problèmes du Moyen-Orient, insurrection hongroise, guerre de libération algérienne, etc.

Les affaires plus proprement nationales se classent en troisième place avec 13,6%. La raison très souvent invoquée par les responsables du poste francophone pour expliquer le nombre réduit de sujets consacrés aux questions canadiennes est la difficulté de trouver à Ottawa des responsables maîtrisant suffisamment le français pour pouvoir être invités. Ces questions canadiennes concernent la politique fédérale elle-même et les affaires du pays au sens large. Les autres provinces n'intéressent que très incidemment la télévision québécoise. Sur les 230 émissions répertoire nous ne relevons, durant ces cinq ans, aucun sujet spécifique consacré à l'une ou l'autre des provinces anglophones du pays. Les problèmes montréalais occupent, avec 6,6%, une place relativement importante; c'est là un signe de ce «montréalocentrisme», souvent décrié alors, de la jeune télévision québécoise.

Il est à noter, enfin, la part très grande des thèmes qui ne se rattachent à aucune des sphères géographiques mentionnées. Même s'ils sont à référence presque exclusivement québécoise, compte tenu des personnalités invitées, les sujets restent dans leur intention, très généraux. C'est là, sans doute, le signe d'une certaine prudence de la part de gens qui pressentent leur responsabilité mais sans points de référence encore très sûrs.

Si nous considérons la nature des sujets traités, ce sont les affaires politiques qui l'emportent assez largement (29%), suivies des questions sociales (15,5%) et culturelles (12,4%); les problèmes économiques, quant à eux, sont alors moins souvent abordés que les thèmes touchant à l'éducation et aux loisirs.

Ces chiffres reflètent, en partie, les grands sujets de l'heure et les préoccupations du moment. Mais la télévision constitue, dans le domaine des affaires publiques entre autres, une machine à faire le tri entre ce qui, à un moment donné, constitue ou ne constitue pas un débat de masse. La télévision devient donc un indicateur permettant de savoir de quoi l'opinion publique accepte de parler, c'est-à-dire ce qui lui apparaît problématique, sur quels sujets elle admet le débat, la tolérance et la pluralité des opinions. Un document de CBFT est, à cet égard, révélateur. Le service des affaires publiques et émissions éducatives faisant, en 1958, le bilan de *Conférence de presse* établit la liste des «sujets tabous»:

- a) plusieurs sujets impliquant la politique d'un parti
- b) la plupart des problèmes de politique provinciale
- c) grève en cours
- d) certains conflits internationaux où des pays amis sont impliqués
- e) toute question pouvant mettre en cause un service fédéral ou principal
- f) tout sujet susceptible de brusquer l'opinion publique (politique communiste — spoutniks — activités «gauchistes», etc.).²⁶

Et Jean Pellerin, l'auteur du rapport, conclut, entre autre à la «difficulté de coller à l'actualité brûlante», ce que montre clairement le spectre des questions abordées dans les programmes d'affaires publiques jusque vers 1960. Les questions politiques en général constituent des sujets délicats; les questions politiques d'actualité sont particulièrement dangereuses; les questions politiques d'actualité touchant à la Province, sont explosives. Même les lointaines affaires étrangères et internationales traitées dans *Point de mire* exigent une grande prudence. René Lévesque évoque une série d'émissions spéciales sur Moscou dans le cadre de l'émission *Carrefour*:

C'était la période de la guerre froide. Il y a eu une espèce de choc pour les gens de se faire dire, avec des images prises par nos appareils, commentées par des Québécois: «Vous voyez, ce n'est pas tout à fait l'enfer. C'est un autre pays. Ils ont un régime qui n'est pas le nôtre. Évidemment ils ne sont pas particulièrement de notre bord, mais ce sont quand même des gens comme tout le monde.» C'était comme une révélation de

²⁶ Mémoire «Conférence de presse-Rencontre, compilations statistiques 1956-1958» par Jean Pellerin, organisateur et réalisateur de la série, 29 avril 1958, à Marc Thibault, dossier «Conférence de presse», vol. III, service documentation-dossiers, R.-C., Montréal.

dire cela. Il y avait des gens très inquiets: on disait que c'était de la propagande communiste. Car pour eux, si on ne disait pas que c'était l'enfer, ça ne pouvait correspondre à leurs clichés. Il faut y aller doucement pour briser des clichés, des peurs. Il ne fallait pas en mettre trop, sinon nous n'aurions pas eu de crédibilité.²⁷

L'évolution des affaires publiques durant cette époque se caractérise donc par un dégel progressif et plutôt laborieux. Le contexte politique et sociologique allié à la jeunesse du média expliquent que ces premières années des affaires publiques ne soient pas tout à fait ce que la légende, aujourd'hui, tend à accréditer.

— *Un climat de liberté surveillée*

Théoriquement pourtant, la liberté d'expression est grande. Toutes les personnes interrogées sont unanimes. À cette époque, les gouvernements ne cherchent jamais véritablement à museler ou à diriger l'information télévisée. «Tant que j'ai été là, la liberté a été totale»²⁸, dit Jean Boisvert, l'un des premiers réalisateurs. «Je ne me souviens pas de cas vraiment puants»²⁹, nuance René Lévesque. Sans doute y a-t-il des pressions directes d'Ottawa³⁰: souvent, des députés se lèvent en Chambre pour accuser, dénoncer certains propos diffusés à la radio ou à la télévision. Les attaques les plus virulentes viennent toutefois de Duplessis et de l'Union nationale qui accusent Radio-Canada d'être une machine centralisatrice, un organisme «socialiste», «infesté de communistes»³¹. Au niveau provincial, l'offensive ne peut être que verbale, le gouvernement québécois ne disposant d'aucun pouvoir contre l'entreprise d'État; il se contente de la boudier systématiquement. Au niveau fédéral, la loi et certaines conventions protègent Radio-Canada contre toute tentative de pression partisane.

Dans la pratique quotidienne, les pressions et attaques paraissent être amorties par les autorités de Radio-Canada qui, de leur côté, au fur et à mesure que la télévision révèle la force de son impact, édictent des règles et des normes rigoureuses.

²⁷ René Lévesque, interview, juin 1975, Montréal.

²⁸ Jean Boisvert, interview, juillet 1975, Montréal.

²⁹ René Lévesque, interview, juin 1975, Montréal.

³⁰ A.-D. Dunton y fait allusion en avril 1957 dans une conférence faite devant le «Royal Montreal Curling Club»: «(...) aucun ministre n'est intervenu dans la préparation des programmes. C'est-à-dire, aucun changement n'a été effectué du fait que la suggestion venait d'un ministre. Des quelques recommandations faites par des ministres du gouvernement dont je me souviens, il n'en est pas une qui ait été appliquée, tout simplement parce que les responsables de Radio-Canada n'étaient pas de l'avis des ministres» (propos rapportés in *La Presse*, 8 avril 1957, 13).

³¹ René Lévesque, interview, juin 1975, Montréal.

Quelques affaires qui défraient alors la chronique nous apparaissent révélatrices de l'atmosphère de cette période. Lors d'une émission de *Conférence de presse*, le 11 juin 1953, l'invité, le caricaturiste Robert Lapalme, se permet des remarques sur Duplessis et Drew. Ces propos sont jugés très critiquables par les autorités de la station³². Il est alors demandé que soient rappelés aux invités les termes de la loi et les règlements en vigueur; il est aussi suggéré d'enregistrer désormais la partie sonore de toutes les émissions de cette nature afin de pouvoir s'y référer en cas de litige, «afin que la Société soit pleinement protégée»³³.

Plus exemplaire encore nous apparaît la controverse créée par une autre émission de *Conférence de presse*, en décembre 1955. Jacques Hébert, alors directeur de *Vrai*, de retour de Pologne, est l'invité. Il raconte ce qu'il a vu et entendu sur le catholicisme dans ce pays de l'Est: culte libre, églises ouvertes, processions dans les rues de Varsovie, séminaires remplis. Ce n'est pas là la vérité que l'on accrédite alors dans le monde occidental et encore moins au Québec. L'émission soulève un tollé de protestations de la part de l'épiscopat, du clergé et des congrégations religieuses de la Province. Le Cardinal Léger fait parvenir une lettre à Gérard Lamarche, directeur de Radio-Canada pour la province de Québec, dans laquelle on peut lire: «Comment peut-on affirmer, sans broncher, que la liberté religieuse existe dans un pays où les chefs spirituels sont emprisonnés, brimés et vexés par mille tracasseries? Avant de porter des jugements sur une situation aussi délicate, un catholique doit connaître l'attitude de Rome sur la question.»³⁴ Le secrétaire particulier de Duplessis intervient directement auprès de J.-Alphonse Ouimet, directeur général de Radio-Canada. Les autorités de la société amortissent bien le choc. Mais il est finalement convenu qu'une autre émission aurait lieu, avec M. André

³² «À part les questions se rapportant à la caricature et à la peinture, M. Lapalme, dans ses réponses, a saisi l'occasion pour informer le public 1°) qu'il n'avait qu'un ennemi et que c'était M. Duplessis 2°) que M. Drew avait amené son épouse dans la province lors des dernières élections pour mieux exposer ses vues politiques en français, vu que lui-même ne le parlait pas ou très peu, et, en voulant faire un trait d'esprit, M. Lapalme s'est moqué du français parlé de M. Drew.

De plus, M. Lapalme a aussi appuyé sur le fait que M. Duplessis avait le sens de l'humour quand il tenait des propos humoristiques sur le compte des autres mais qu'il n'en avait pas quand il s'agissait de propos tenus sur lui». (Lettre de R.-P. Landry au directeur des programmes pour la province de Québec, 12 juin 1953, dossier «Conférence de presse», vol. I, service documentation-dossiers, R.-C., Montréal.

³³ *Ibid.*

³⁴ Lettre personnelle du Cardinal Léger à Gérard Lamarche, directeur de la Société Radio-Canada pour la province de Québec, 26 décembre 1955, dossier «Conférence de presse», vol. III, service documentation-dossiers, R.-C., Montréal.

Ruszkowski³⁵ qui sera «appelé à donner son point de vue et des précisions importantes sur la situation religieuse dans les pays derrière le rideau de fer, plus particulièrement en Pologne»³⁶.

Ces affaires illustrent l'atmosphère, les craintes, les tabous, les questions délicates de cette époque particulière. C'est donc un climat de liberté surveillée conduisant à une extrême prudence, et sans doute à de l'auto-censure. Mais ce sont surtout les personnes invitées aux émissions qui sont le plus souvent concernées; nous n'avons pas rencontré dans notre documentation de désaveu ou de mesures à l'endroit des journalistes et des réalisateurs de la Maison. Et ce sont surtout les invités qui ont été, au début de la télévision, les porteurs d'un nouveau discours.

2. Les représentants des grands courants d'idées à la télévision

L'information télévisée, dont les affaires publiques sont la composante majeure, a permis à la collectivité québécoise de se regarder, de s'analyser, de s'ouvrir sur le monde et, ce faisant, de se comparer, de s'interroger et de se mettre en question. Alors que depuis longtemps les autorités en place disent ce qu'il faut croire et penser, la télévision donne aux Québécois la possibilité de juger par eux-mêmes. La parole n'est plus monopolisée. Des voix nouvelles se font entendre. Des coups de boutoir sont donnés à la vérité officielle et monolithique.

Sans doute serait-il quelque peu exagéré d'affirmer que la télévision permet à la dissidence de s'exprimer. À tout le moins, elle sert, avec un impact nouveau, de tribune à l'opposition extra-parlementaire dans la Province et elle nous apparaît, quand on analyse la liste des invités qui se produisent dans les émissions d'affaires publiques, amplifier l'écho de la dissonance.

— Les invités des émissions d'affaires publiques

Les programmes d'affaires publiques ne sont alors que rarement des dossiers constitués, élaborés, expliqués par les journalistes-maison eux-mêmes. Les formules choisies font largement appel à des invités que l'on interviewe ou que l'on soumet à un débat. Au cours de ces cinq premières années, ce sont plus de

³⁵ M. André Ruszkowsky était avocat, spécialiste de cinéma, secrétaire général aux relations extérieures de l'Office catholique international de cinéma, professeur à l'Université pontificale de Lima au Pérou, ancien dirigeant des Jeunesses catholiques de Pologne et l'un des fondateurs du mouvement international des intellectuels catholiques, rattaché à Pax Romana.

³⁶ Lettre à tous les évêques du Canada, envoyée par le directeur du service de presse et d'information, 2 février 1956, dossier «Conférence de presse», vol. IV, service documentation-dossiers, R.-C., Montréal.

600 personnalités différentes qui viennent au petit écran livrer leurs idées, confronter et opposer leurs points de vue.

Pour le programme *Conférence de presse*, nous comptons, entre 1953 et 1957, plus de 360 apparitions de personnalités diverses engagées dans la vie sociale, politique, culturelle du pays ou de la Province³⁷; à cela, il faut ajouter les journalistes extérieurs à Radio-Canada sollicités près de 500 fois dans le cadre de ces émissions.

Près de 220 invités se succèdent à *Conférence de Presse* entre 1953 et 1957. Ils comprennent, tout naturellement, une majorité de Canadiens français (180 au total); sur les 30 étrangers, 24 sont Français. Les hommes politiques eux-mêmes sont peu nombreux; nous dénombrons 14 participants (5 pour le niveau provincial, 5 pour le fédéral, 2 pour le municipal et 2 pour l'étranger)³⁸. Les ecclésiastiques sont deux fois plus nombreux: nous relevons 30 noms, évêques et religieux le plus souvent. Jean-Paul Fugère, l'un des premiers réalisateurs de l'émission, nous apprend qu'au début tout au moins, la liste des invités doit être soumise et approuvée par la direction. De plus, la présence de certaines catégories de personnes est difficile à obtenir et fait que celles-ci sont sous-représentées; dans un bilan que l'on fait de l'émission pour les années 1956-1958 il en est fait l'énumération suivante: «les hommes politiques canadiens-anglais, les diplomates étrangers (américains surtout) sachant parler français, les hommes politiques de l'Union nationale, toute personnalité de droite qui appréhende toujours d'être mise en boîte.»³⁹

La formule de *Conférence de presse* exige, en outre, la présence de journalistes; près de 300 sont sollicités au cours de ces quatre années. Ce sont les éditorialistes qui participent le plus souvent. Leur opinion étant connue, il est ainsi plus aisé de tamiser et d'équilibrer les différentes tendances. Plus des deux-tiers des journalistes viennent de la presse quotidienne montréalaise; fait particulièrement notable, les chroniqueurs radiophoniques sont très

³⁷ Nous avons exclu l'émission *Carrefour*. D'une part, parce que nous n'avons pas la liste complète des émissions, d'autre part, parce que les interviews réalisées, pour l'essentiel, nous apparaissent plus des documents que des exposés d'idées et de ce fait, moins révélateurs dans le cadre de cette analyse.

³⁸ Jean Lesage, ministre du Nord-Canadien et des ressources nationales (3 fois), Alcide Côté, ministre des Postes (1 fois), Paul Sauvé, ministre du Bien-être social et de la jeunesse (2 fois), Paul Gouin, conseiller technique du gouvernement provincial (2 fois), Antoine Rivard, solliciteur général et ministre des Transports et des Communications, Lionel Chevrier, Camillien Houde, Jean Drapeau. Et pour l'étranger: Paul-Henri Spaak, ministre belge des Affaires étrangères, Christian Pineau, ministre français des Affaires étrangères.

³⁹ «Conférence de presse — Rencontre, bilan 1956-1958», dossier «Conférence de presse», vol. IV, 4, service documentation-dossiers, R.-C., Montréal.

rarement invités⁴⁰. Parmi les journaux représentés, «La Presse» vient en tête (88 fois), suivi du «Devoir» (72 fois) et de «La Patrie» (38 fois). «Montréal-Matin», très clairement identifié à l'Union nationale, n'apparaît guère qu'une vingtaine de fois. Compte tenu de l'importance respective des équipes de rédaction, «Le Devoir» est particulièrement sollicité. Certains journalistes sont invités plusieurs fois à l'émission. Entre 1953 et 1957, les dix figures les plus souvent vues à *Conférence de presse* sont, dans l'ordre: Roger Duhamel («La Patrie», 18 fois), Jean-Marie Morin («La Presse», 18 fois), Jean-Marc Léger («La Presse» 15 fois), Pierre Laporte («Le Devoir», 13 fois), Paul Sauriol («Le Devoir», 12 fois), Jean-Louis Gagnon (CKAC, 12 fois), André Laurendeau («Le Devoir», 10 fois), Gilles Marcotte («Le Devoir», 9 fois), Gérard Pelletier («Le Devoir», «Le Travail», 8 fois), Roger Mathieu («La Presse», 7 fois). Le souci de Radio-Canada d'équilibrer les diverses tendances et la nature des sujets traités, impose les noms. Mais d'autres contraintes entrent aussi en ligne de compte. Ainsi, recourt-on plutôt aux journalistes que l'on peut le plus facilement et le plus rapidement mobiliser; les journaux montréalais sont donc, de ce fait, naturellement sollicités. Il faut encore que les journalistes passent bien l'écran et aient des qualités réelles de communicateur; tel n'est pas le cas pour l'ensemble de la corporation à cette époque⁴¹. Quant au tri politique, malgré la politique de Radio-Canada selon laquelle la télévision doit refléter la pluralité des opinions, il semble, en partie, se faire de soi. Un document de CBFT révèle en 1958:

Il arrive parfois que des journalistes (dits de «droite») refusent de participer parce que ne voulant pas paraître à côté de journalistes ou d'invités ou d'animateurs soi-disant de «gauche».

Incidemment, les journalistes (réputés à droite) sont très peu nombreux. Les plus intéressants refusent catégoriquement de participer, les autres sont soit muets comme des carpes devant les caméras, peu cultivés et souvent ne représentent rien.⁴²

⁴⁰ Nous ne saurions expliquer ce phénomène. Soit qu'il existât peu de chroniqueurs politiques à la radio, soit que la concurrence ait interdit à Radio-Canada de les inviter ou que les postes radio sollicités aient refusé la participation de leurs employés.

⁴¹ Dans un bilan de «Conférence de presse», on peut lire: «la plupart des journalistes, hélas, sont peu informés, sont nébuleux, manquent de concision et s'expriment laborieusement». Et dans le même document, il est signalé que les journalistes qui ne sont plus invités après une première visite sont «ceux dont on a fait l'essai (selon la politique de la Société) et dont la participation n'a rien eu de concluant». «Conférence de presse — Rencontre, bilan 1956-1958», vol. IV, 8, dossier «Conférence de presse», service documentation-dossiers, R.-C., Montréal.

⁴² *Ibid.*, 8.

Les *Idées en marche* procède d'un tout autre principe que *Conférence de presse*. L'émission se veut une confrontation d'idées sur des questions généralement percutantes. C'est un comité spécial de l'Institut canadien d'éducation des adultes, auquel participent des représentants de l'entreprise d'État, qui suggère chaque saison une liste de sujets et d'invités. Ces derniers doivent être à la fois des spécialistes des questions traitées et représenter des opinions différentes: idées progressistes contre idées conservatrices, libéraux contre unionistes, fédéralistes contre nationalistes, syndicalistes contre hommes d'affaires, etc. Au cours des deux premières années, il n'est donc pas étonnant de retrouver, en tête des milieux professionnels représentés, les universitaires (26%), suivis par les journalistes (15,5%). Si on y ajoute les avocats (7,5%), nous obtenons une participation majoritaire de gens choisis pour leur compétence, leur connaissance des dossiers, sachant raisonner, parler, débattre. Après eux, arrivent, à égalité, avec 8% pour chacun, les syndicalistes d'une part, les artistes et écrivains d'autre part. Ensuite, nous notons la présence des hommes d'affaires (3%). Il est remarquable de constater que, là aussi, les hommes politiques, avec 2%, et les députés, avec 1,5%, sont moins souvent représentés. Certaines figures reviennent plus fréquemment à *Idées en marche*; ainsi, Pierre-Elliott Trudeau apparaît 8 fois en trois ans; Gérard Filion, Jean-Louis Gagnon, André Laurendeau, Jean Marchand⁴³, Roger Provost⁴⁴, Jean-Marc Léger⁴⁵, François-Albert Angers sont parmi ceux que l'on retrouve le plus souvent.

Les *Idées en marche* est sans doute l'une des tribunes les plus importantes des idées nouvelles. L'impact est d'autant plus grand que les opinions exprimées s'opposent là de façon tranchée et sont particulièrement mises en contraste avec les idées plus conservatrices. La télévision, en outre, leur offre une audience qui n'a jamais été aussi large.

Point de mire privilégie sans doute moins le rôle de l'invité. L'interview d'une personnalité n'est, le plus souvent, qu'un document intervenant à côté de reportages filmés pour varier et illustrer l'exposé de René Lévesque. Pour les 33 émissions du premier cycle saisonnier, nous relevons une cinquantaine d'entretiens. On retrouve parmi les invités des spécialistes des questions traitées et, proportionnellement, un nombre plus grand d'hommes politiques

⁴³ Secrétaire général de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada.

⁴⁴ Président de la Fédération du travail du Québec.

⁴⁵ Avocat et rédacteur à *La Presse*.

et de diplomates que dans les autres programmes d'affaires publiques, mais il s'agit toutefois de personnalités étrangères⁴⁶.

Cette analyse globale de l'ensemble des invités révèle sans contredit que les affaires publiques, à leur début, servent de tribune aux forces d'opposition extra-parlementaires et aux idées nouvelles.

— *une tribune aux forces d'opposition
extra-parlementaires*

Robert Rumilly a souvent déclaré et écrit que Radio-Canada constitue sous le régime duplessiste le repaire des forces d'opposition:

(...) Je crois incontestable que dans les années 50, Radio-Canada était infiltrée d'éléments gauchistes⁴⁷ et antiduplessistes. On ne voyait et on n'entendait, dans ses émissions, que Jean-Louis Gagnon, André Laurendeau, Gérard Pelletier, tout le groupe du «Devoir».⁴⁸

L'analyse des listes d'invités nous révèle, en effet, la grande fréquence d'apparition des journalistes du «Devoir». Les Filion, Sauriol, Laporte participent, chacun, plus d'une vingtaine de fois à l'une ou l'autre des émissions d'affaires publiques. Ainsi en est-il de toute une intelligentsia progressiste: Pierre-Elliott Trudeau apparaît 11 fois en trois ans à *Conférence de presse* et à *Idées en marche*; Jean Marchand fait une demi-douzaine d'apparitions. André Laurendeau et Gérard Pelletier sont aussi largement sollicités, mais leur présence est d'autant plus accentuée qu'ils animent, chaque semaine, des émissions à l'horaire. Il est évident que leurs idées tranchent par leur nouveauté. La télévision les sort des publications où leur audience est réduite et leur donne un très grand écho. En outre, leur brio, leur personnalité font contraste avec leurs vis-à-vis conservateurs souvent moins bons dans la discussion et plus réticents à répondre aux invitations de Radio-Canada.

⁴⁶ Ainsi y vit-on Guy Mollet, alors chef du gouvernement français (3 mars et 9 juin 1957), Christian Pineau, ministre français des Affaires étrangères (3 mars 1957) tous deux interrogés sur la question algérienne; Raoul Bibica-Rosetti et Cavat Ustun, respectivement ambassadeur de Grèce et de Turquie au Canada invités pour parler du problème de Chypre (28 avril 1957).

⁴⁷ Il faut, ici, faire un sort à ce néologisme québécois. Gauchisme est, utilisé à tort, comme synonyme de «éléments de gauche». Or, à strictement parler, le gauchisme fait référence aux éléments d'extrême gauche (trotskystes, maoïstes, situationnistes, etc.), ceux que Lénine dénonçait dans son ouvrage, *La maladie infantile du communisme, le gauchisme (essai de vulgarisation de la stratégie et de la tactique marxistes)*, juin 1920.

⁴⁸ Cité in Mario Cardinal, Vincent Lemieux et Florian Sauvageau, *Si l'Union nationale m'était comptée* (Montréal, Boréal express, 1978), 235.

L'entreprise d'État est-elle pour autant partisane? Il est remarquable de constater que nous ne relevons pas une seule fois, entre 1953 et 1957, dans les listes dont nous disposons, la présence de Georges-Émile Lapalme, chef du parti libéral du Québec. S'il est invité, ce ne peut être que de très rares fois. À coup sûr, Radio-Canada fait preuve d'une certaine indépendance; Jean-Charles Bonenfant, en 1977, explique l'effet que cela même peut créer:

Je crois que l'indépendance dont témoignait Radio-Canada prenait, pour les gens au pouvoir, l'aspect d'une attitude hostile. Pour M. Duplessis, surtout entre 1955 et 1960, je pense bien que d'entendre discuter sur les fonds électoraux était perçu comme une attaque. Quand on est au pouvoir, toute expression un peu facile de liberté semble une critique. C'est un phénomène général bien connu.⁴⁹

Rumilly qui cite ce passage oublie de signaler que Duplessis boycotta systématiquement Radio-Canada. Malgré les conseils de son entourage, il refuse toutes les invitations de Radio-Canada autant pour des interviews au téléjournal que pour des participations à des émissions comme *Conférence de presse*. On tente d'expliquer cette attitude sans y apporter de raisons très convaincantes. Fernand Lizotte raconte que Duplessis oppose des arguments d'ordre esthétique à Jos Bégin qui veut le convaincre d'aller à la télévision: «Vous ne m'enverrez pas là, disait-il, maudit! Ils me prennent de côté et j'ai le nez ça de long!»⁵⁰ Ces soucis du bon profil ne trompent personne. Ils nous apparaissent plutôt comme une manifestation de la suspicion dans laquelle le Premier Ministre d'alors tient Radio-Canada, perçue par lui comme un instrument du fédéral et un nid de libéraux. Non seulement ne vient-il pas, mais encore il interdit à ses ministres ou députés de se produire à des émissions de la Société d'État. «De ce fait, raconte René Lévesque, on était très souvent obligés de faire l'équivalent de la chaise vide: si on pouvait parler à quelqu'un du provincial on l'aurait placé là. Mais vous voyez, ils ne sont pas venus.»⁵¹ Duplessis n'entretient-il pas aussi une crainte instinctive envers le nouveau média qu'il ne connaît pas et qu'il craint de mal maîtriser, donc de mal dominer? Ou n'ignore-t-il pas les ressources qu'il peut en tirer? Ou tout simplement, se croit-il assez fort pour pouvoir s'en passer?

On voit toutefois, mais très rarement, quelques représentants de l'Union nationale apparaître au petit écran dans le cadre d'une émission d'affaires publiques. Seuls Paul Sauvé, Antoine Rivard,

⁴⁹ «Les grands moments de l'information», mardi 6 septembre 1977, 21 h. 30, réseau français de Radio-Canada; émission diffusée dans le cadre des programmes du 25^e anniversaire de Radio-Canada.

⁵⁰ Mario Cardinal, Vincent Lemieux et Florian Sauvageau, *op. cit.*, 17.

⁵¹ René Lévesque, interview, juin 1975, Montréal.

Daniel Johnson participant, chacun deux ou trois fois en quatre ans, à un programme de télévision.

De quel poids, maintenant que l'on connaît la puissance de ce média, le boycottage de la télévision par l'Union nationale contribue-t-il à sa défaite en 1960? Il est difficile de l'évaluer. Mais la question mérite d'être posée. Par contraste tout au moins, cette absence permet une mise en valeur plus accentuée des idées de l'opposition principalement extra-parlementaire.

Nous pouvons difficilement évaluer l'influence de ce secteur de programmes sur les habitants de la Province. L'analyse des questions traitées et des principaux courants d'idées exprimés laisse pourtant entrevoir le choc qu'elles peuvent créer dans le contexte de l'époque.

Il faut savoir, explique Fernand Séguin, ce qu'était la société québécoise d'avant la télévision: une société traditionnellement étanche. Tout à coup, chacun se met à posséder dans son propre foyer une fenêtre ouverte sur le monde. (...). Les Québécois se rendent compte (...) que certaines idées, qui n'étaient pas admises en discussion dans la société fermée qui existait auparavant, percent en quelque sorte les écrans et pénètrent dans les foyers (...). Grâce à la télévision, on apprend que la vérité présente plus d'une facette, qu'il existe entre le blanc et le noir, comme sur l'écran de télévision, toutes les nuances du gris, et qu'il est possible de différer d'opinion avec son voisin ou de proposer des idées nouvelles sans risquer l'anathème.⁵²

Il ne faut pas, cependant, surévaluer la hardiesse des contenus et des propos de ce type d'émissions. Mais l'information télévisée, avec toute la prudence requise, révèle, montre, expose, explique. C'en est fait de la conjuration du silence, de l'isolement entretenu, de la vérité monolithique et révélée.

CONCLUSION

Pour bien comprendre ce que représente alors le discours transmis par les affaires publiques à la télévision québécoise durant les cinq premières années de son existence, il convient de prendre la mesure de ce qu'est le média à cette époque précise.

Entre 1952 et 1957, la télévision est un phénomène nouveau. Cette nouveauté même en décuple l'impact. Pour la première fois, des messages «bombardent» des milliers de personnes en même temps, sans passer par les cheminements traditionnels de la

⁵² Fernand Séguin, «La télévision, instrument d'une Révolution culturelle explosive», in *Forces*, 25 (4e trimestre 1973): 7.

famille, de l'école, et surtout de l'Église. Cette brusque irruption des messages de masse dans une société traditionnellement structurée provoque l'éclatement des anciens cadres de pensée et la mise en place d'un certain nombre de valeurs nouvelles. Une nouvelle paroisse se reconstitue, à l'échelle de la Province, l'antenne de télévision en devient le nouveau clocher.

Jusqu'au début des années 1960, CBFT est de plus en situation de quasi-monopole. L'écoute radiophonique éclate, les Québécois ayant un choix de postes. La régionalisation de la presse écrite ne convie pas, non plus, à une quelconque uniformisation. La télévision est alors, au Québec, le seul moyen de communication qui permette de porter un message en même temps à la quasi-totalité de la Province.

Les affaires publiques, avons-nous dit, ne constituent qu'une partie, quantitativement mineure de la matière alors télévisée. L'effet créé par ce type d'émission est à ajouter à celui des autres programmes (théâtre, feuilletons, variétés, documentaires, etc.). Mais les émissions d'affaires publiques, en raison de leur fonction de formulation et d'explication des problèmes d'actualité ou de société, véhiculent un message politique plus explicite. Or, au terme de cette analyse, il apparaît que durant ces années, ce secteur de l'information télévisée, s'il s'intéresse à la politique au sens large, ne s'aventure encore qu'avec réticence dans le domaine de la politique au sens strict. En outre, les hommes politiques eux-mêmes ne semblent pas percevoir le nouveau média comme un instrument de pouvoir; ils sont loin de le courtiser; Duplessis refuse de s'y montrer. Les représentants du fédéral, le plus souvent unilingues anglophones, ne s'y produisent que très peu. L'opposition officielle à Québec n'y apparaît pas. Cependant, toute une nouvelle classe de leaders, projetant une image différente de celle des élites traditionnelles, accède au petit écran. La télévision constitue pour les Trudeau, Pelletier, Marchand, Laurendeau, Laporte, Lévesque et autres, une magnifique rampe de lancement. N'est-ce qu'une coïncidence si les chefs politiques de la fin de la décennie 50 et du début des années 60, Sauvé, Lesage, Johnson, sont parmi les seuls hommes politiques de l'époque à apparaître à l'écran entre 1952 et 1957?

Autre point important: la nomenclature des sujets traités dans les émissions d'affaires publiques de l'époque à CBFT révèle le peu d'intérêt accordé à la scène fédérale; le désintérêt est presque total à l'égard des autres provinces du Canada. Or, la Société d'État a, dans son mandat, mission de contribuer à rapprocher les différentes parties de la collectivité nationale. Il semble bien que le secteur des affaires publiques n'y contribue que très faiblement durant cette époque.

Les urgences sont ailleurs. Si le petit écran, comme on le dit souvent, est une fenêtre ouverte, il s'agit surtout, de la «fenêtre côté cour». Il y a alors «une sorte d'immense meeting des Québécois qui, soudainement, participaient à la même révélation des faits, des opinions, des idées»⁵³. C'est un premier mouvement nécessaire et essentiel. Ces premières années des affaires publiques à la télévision de Radio-Canada créent donc, dans la collectivité québécoise, plutôt des fissures que des ruptures. Ce n'est pas la débâcle, mais le début d'un dégel.

⁵³ René Lévesque, article cité, 14.